



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
89 rue Victoire de la Marne  
52000 Chaumont

Chaumont, le 24/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PLASTIFER**

41 rue Victor Basch  
52100 Saint-Dizier

Références : -  
Code AIOT : 0005701274

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement PLASTIFER implanté 41 rue Victor Basch 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 23/06/2025 de l'établissement PLASTIFER implanté au 41 Victor Basch à Saint-Dizier (52100) sur la thématique de la reprise des Véhicules Hors d'Usage (VHU) et des obligations réglementaires qui s'y rapportent. Le présent rapport rend compte de cette visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLASTIFER
- 41 rue Victor Basch 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PLASTIFER, basé à Saint-Dizier est autorisé à stocker, trier et regrouper des déchets principalement de métaux et de bois. L'exploitant est également autorisé à recevoir et dépolluer des véhicules hors d'usage, environ 500 par an, qui une fois dépollués sont envoyés sur le site de Vitry le François.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26- I	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 – II	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45-I	Sans objet
4	Hauteur limite de stockage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 – IV	Sans objet
5	Accès à l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 13 – I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PLASTIFER a bien contractualisé auprès d'un éco-organisme en charge de la reprise des véhicules hors d'usage (VHU) après leur dépollution et respecte la réglementation en terme de reprise et de traçabilité des véhicules après leur dépollution.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Obligation de contractualisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26- I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b> L'inspection constate le jour du contrôle que l'exploitant dispose d'un contrat avec l'éco-organisme « recycler mon véhicule » signé en date du 7 mars 2025, ceci permettant de couvrir son activité pour toutes les marques de véhicules présentes sur le site. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Obligation de reprise sans frais

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 – II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel qu'en soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare réaliser une reprise sans frais des véhicules hors d'usage, payant la personne apportant le véhicule au poids du métal, après l'avoir pesé. Néanmoins, il n'y avait pas d'affichage le jour de la visite. Par mail, en date du 24 juin 2025, une photo montrant la mise en place d'une pancarte sur le bureau d'accueil avec la mention "la réception et la destruction des VHU s'effectuent sans frais" a été envoyée à l'inspection. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
<b>Constats :</b> Le site inspecté possède un compte Trackdechets qu'il utilise régulièrement pour émettre ou recevoir des BSD et des BSVHU. Par sondage, le BSVHU du 18/06/25 a été regardé et est conforme aux obligations réglementaires. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Hauteur limite de stockage des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 – IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des véhicules hors d'usage
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. [...]
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection a pu constater qu'une dizaine de VHU dépollués et identifiés par un numéro d'ordre étaient stockés au sol, dans un endroit dédié à cet usage. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Accès à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 13 – I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Accès à l'installation. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un portail d'accès avec une voie d'entrée et une voie de sortie pour les différents véhicules du site et ceux se rendant sur le site. Les voies de circulation ne présentent pas d'obstruction et permettent l'accès de véhicules de secours si besoin. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite